

Conjoncture vendéenne

CRÉATIONS D'ENTREPRISES

En hausse au 4^{ème} trimestre 2024 après le creux observé sur les 2 trimestres précédents

Source : Insee (REE / SIRENE) - Traitement : OESTV

» Vendée :

Selon l'Insee, **1 952 entreprises** (y compris micro-entreprises) ont été créées, reprises ou réactivées dans notre département au cours du 4^{ème} trimestre 2024 contre 1 791 un an plus tôt, soit une hausse de +9% après -12% au 3^{ème} trimestre, -1% au 2^{ème} et +17% au 1^{er}.

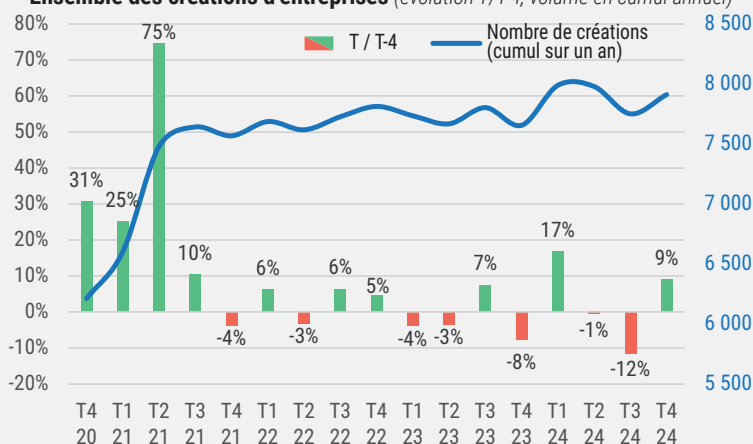
En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, les créations d'entreprises ont progressé de +3% comparé à 2023.

Dans le détail, les créations hors micro-entreprises se sont repliées de -4% (-123 créations) tandis que celles relatives aux micro-entreprises ont progressé de +8% (+379).

» Région et France :

Sur l'ensemble de l'année 2024, la tendance est également à la hausse aux échelles régionale (+5%) et nationale (+6%).

Ensemble des créations d'entreprises (évolution T/T-4, volume en cumul annuel)



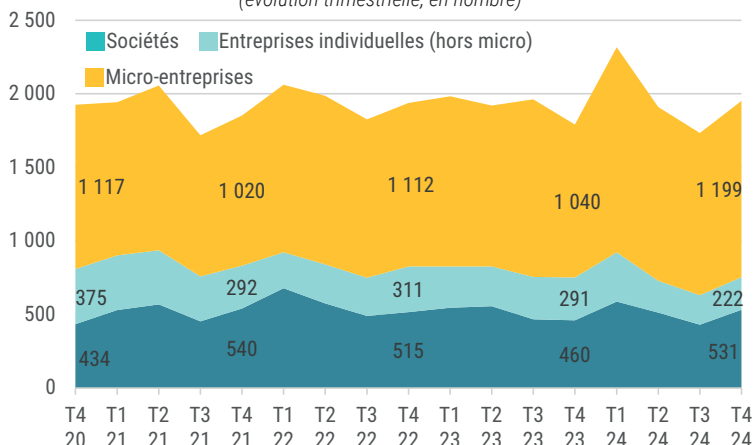
» Créations d'entreprises hors micro-entreprises en Vendée

3 034 créations d'entreprises hors micro-entreprises ont été recensées sur l'ensemble de l'année 2024 contre 3 157 un an plus tôt (-4%).

Au regard des statuts, les créations de sociétés ont légèrement progressé de +2% comparé à 2023 (+33 créations) tandis que celles d'entreprises individuelles hors micro-entreprises ont par contre fortement reculé de -14% (-156 créations).

Créations d'entreprises selon leur statut en Vendée

(évolution trimestrielle, en nombre)



Nombre de créations d'entreprises selon leur statut et évolution comparée à 2023

Cumul janvier-décembre 2024	Vendée		Pays de la Loire		France	
	Nombre	Évol.	Nombre	Évol.	Nombre	Évol.
Créations totales	7 913	+3%	47 203	+5%	1 111 238	+6%
Créations (hors micro)	3 034	-4%	17 025	-2%	395 044	+3%
Sociétés	2 061	+2%	11 367	+2%	284 564	+5%
Entreprises individuelles (hors micro)	973	-14%	5 658	-9%	110 480	-3%
Micro-entreprises	4 879	+8%	30 178	+10%	716 194	+7%

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

En hausse de 5% sur l'ensemble de 2024 en Vendée ... à un niveau légèrement supérieur à celui d'avant-crise sanitaire (2019)

Source : Fiben, Banque de France - Traitement : OESTV

» Vendée :

134 défaillances d'entreprises ont été enregistrées au cours du 4^{ème} trimestre 2024 comme un an plus tôt (132 défaillances), après -5% au 3^{ème} trimestre, +2% au 2^{ème} et +22% au 1^{er}.

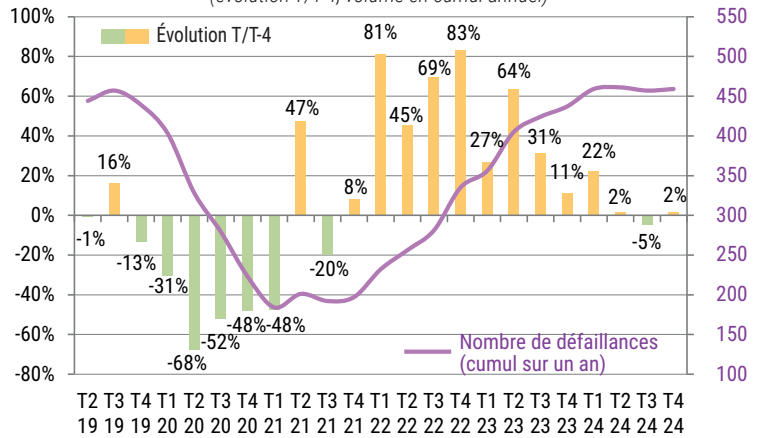
En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, notre département a enregistré 459 défaillances, en hausse de +5% comparé à 2023 (437 défaillances soit le même niveau que celui d'avant-crise sanitaire).

» Région et France :

En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, la tendance est également à une hausse, mais de manière un peu plus prononcée des défaillances d'entreprises aux échelles régionale (+12% comparé à 2023) et nationale (+17%). Elles dépassent ainsi nettement leur niveau d'avant COVID de respectivement +20% et +29%.

Défaillances d'entreprises en Vendée

(évolution T/T-4, volume en cumul annuel)



LOGEMENTS

Effondrement des permis de construire autorisés et des mises en chantier en 2024 ... avec toutefois un rebond en toute fin d'année

Source : SOeS / Sit@del2 - Traitement OESTV

» Permis autorisés :

En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre de permis de construire autorisés a reculé de -24% comparé à 2023 (5 300 permis contre 6 967 un an auparavant) et ce, après un précédent repli de -23% sur l'ensemble de l'année 2023.

Notons toutefois un rebond de +27% sur décembre 2024 (comparé à décembre 2023) après 7 mois consécutifs de baisse.

Dans le détail, **l'individuel a reculé de -20%** (3 512 unités sur 2024 contre 4 382 un an plus tôt) et **le collectif de -31%** (1 788 unités contre 2 585) en 2024.

» Mises en chantier :

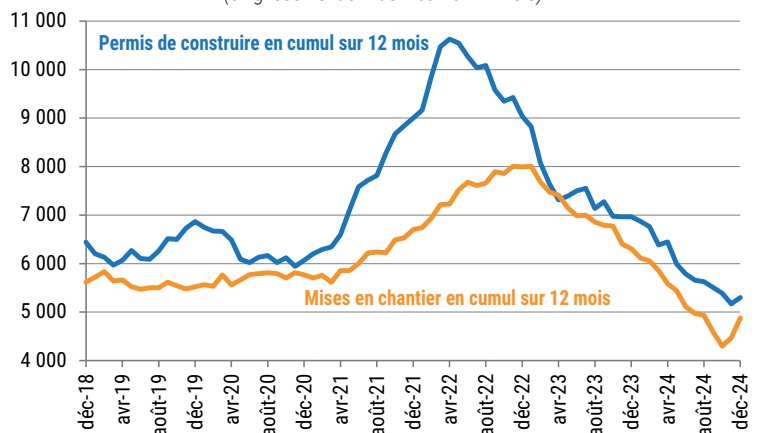
En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, le nombre de mises en chantier de logements se replie également fortement de -23% (4 879 mises en chantier contre 6 306 un an auparavant), après avoir déjà observé une baisse de -21% sur l'ensemble de l'année 2023.

Soulignons toutefois à nouveau, un fort rebond des mises en chantier observé sur les mois de novembre et de décembre 2024 de respectivement +42% et +91% comparées aux mêmes mois de 2023.

Dans le détail, les mises en chantier ont reculé de **-31% dans l'individuel** (3 026 unités contre 4 387 un an plus tôt) mais ont par contre plutôt bien résisté dans **le logement collectif** (-3%, 1 853 contre 1 919) sur l'ensemble de l'année 2024.

Évolution des permis de construire et des mises en chantier en Vendée

(en glissement annuel - cumul 12 mois)



Vendée				Région		France métropolitaine	
		Janv.-déc. 2024	Évolution sur 1 an	Janv.-déc. 2024	Évolution sur 1 an	Janv.-déc. 2024	Évolution sur 1 an
Logements autorisés	Individuels	3 512	-20%	9 205	-20%	118 440	-15%
	Collectifs*	1 788	-31%	10 474	-23%	211 991	-11%
	Ensemble	5 300	-24%	19 679	-22%	330 431	-12%
Logements mis en chantier	Individuels	3 026	-31%	8 406	-30%	95 465	-24%
	Collectifs*	1 853	-3%	9 822	+4%	167 590	-2%
	Ensemble	4 879	-23%	18 228	-15%	263 055	-11%

* y compris logements en résidence

LOCAUX NON RÉSIDENTIELS AUTORISÉS

En hausse de +4% sur l'ensemble de l'année 2024 en Vendée ... en raison du fort rebond enregistré en décembre

Source : SOeS / Sit@del2 - Traitement OESTV

» Vendée :

603 770 m² de surfaces de plancher de locaux non résidentiels ont été autorisés en cumul sur l'ensemble de l'année 2024 (hors exploitations agricoles ou forestières), soit une hausse de +4% (+23 630 m²) comparé à 2023. Cette progression est en partie due au net rebond enregistré sur décembre 2024 (+172% comparé à décembre 2023) et notamment pour les bâtiments de stockage / entrepôt (+451%).

Détail par secteur d'activité sur 2024

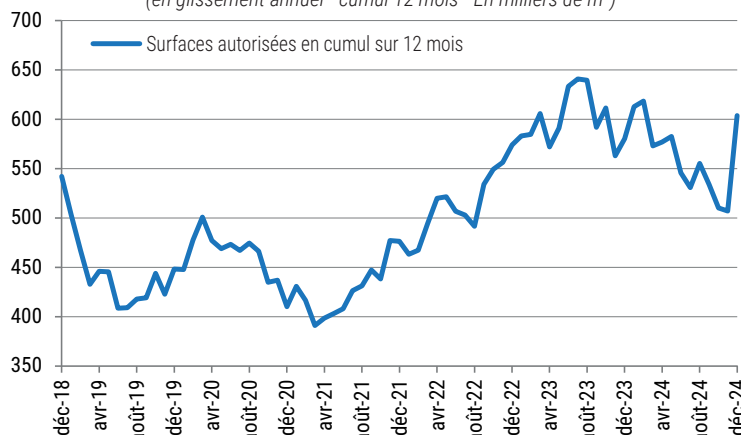
- +23% pour l'industrie / stockage (+65 830 m²)
- -11% pour les bureaux / hébergement hôtelier / artisanat (-11 970 m²)
- -14% pour le secteur public (-11 100 m²)
- -18% pour le commerce (-19 130 m²)

» Région et France :

En cumul sur l'ensemble de l'année 2024, les surfaces autorisées sont restées globalement stables en Région (+1% comparé à 2023) tandis qu'elles se sont repliées de -2% en France.

* En surface de plancher (en milliers de m², hors exploitations agricoles ou forestières)

Évolution des locaux non résidentiels autorisés* en Vendée (en glissement annuel - cumul 12 mois - En milliers de m²)



Surfaces autorisées en Vendée	Janvier-déc. 2024 (en milliers de m ²)	Évolution sur 1 an
Industrie - stockage	348,2	+23%
Commerce	86,1	-18%
Bureaux - hébergement hôtelier - artisanat	101,5	-11%
Secteur public	67,9	-14%
Total*	603,8	+4%

DEMANDEURS D'EMPLOI (DE)

Évolution des statistiques des inscrits à France Travail à partir de janvier 2025

Source : Pôle Emploi & DARES - Traitement : OESTV

La mise en œuvre de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023 affecte les statistiques des inscrits à France Travail depuis janvier 2025. En effet, les demandeurs du RSA et les bénéficiaires du RSA, les jeunes en recherche d'emploi suivis par les missions locales (en Contrat d'engagement jeune -CEJ- et en Parcours contractualisé d'Accompagnement vers l'emploi et l'autonomie - PACEA-) ainsi que les personnes en situation de handicap suivies par Cap emploi seront inscrits systématiquement à France Travail à partir de janvier 2025. Avant cette réforme, seuls 42% des bénéficiaires du RSA étaient inscrits à France Travail. **Au total, ce sont ainsi 1 million d'allocataires du RSA et 200 000 jeunes qui rejoignent les inscrits à France Travail.**



De plus, en janvier 2025, une évolution dans la procédure d'actualisation a conduit à augmenter le nombre d'inscrits en catégorie A, et en contrepartie à réduire d'une part le nombre d'inscrits en catégories B et C, et d'autre part le nombre de sorties de listes. En effet, depuis janvier 2025, toutes les personnes nouvellement inscrites à France Travail en catégories ABC et qui n'ont pas de droit à indemnisation ne doivent pas s'actualiser tant qu'elles n'ont pas signé leur contrat d'engagement. En conséquence, toutes les personnes dans cette situation sont automatiquement inscrites en catégorie A.

Cette évolution aurait conduit à augmenter de 72 000 le nombre d'inscrits en catégorie A en France. À l'échelle de la Vendée, on peut ainsi estimer un impact de l'ordre de +500 inscrits en catégorie A en janvier 2025.

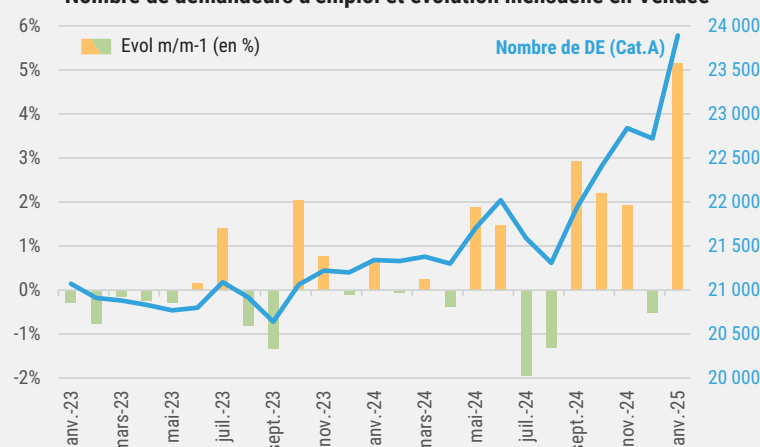
Du fait de ces évolutions / modifications dans la série statistique, il nous est impossible de comparer les effectifs de demandeurs d'emploi comptabilisés en janvier 2025 avec ceux des années précédentes. Les données du mois de janvier communiquées ci-dessous le sont donc à titre uniquement indicatif. Enfin, les évolutions statistiques sur un an ne seront de fait de nouveau possibles qu'à partir de janvier 2026.

» A l'appui des «nouvelles» données disponibles à partir de janvier 2025, la Vendée enregistrerait une hausse (inédite) de +5,1% du nombre des DE de catégorie A (+1 170 inscrits) comparé à décembre 2024. Si plus de la moitié, voire des 2/3, de cette hausse relèvent vraisemblablement des évolutions de la série statistique (voir note ci-dessus), une part (non évaluable précisément) relève par contre, et sans aucun doute, du contexte économique comme cela était déjà observé au 2^{ème} semestre 2024.

Au 4^{ème} trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A⁽¹⁾ s'établissait en effet en moyenne à 22 660 personnes en Vendée, en hausse de + 4,9% (+1 050 inscrits) sur un trimestre et de +7,1% sur un an (+1 500).

En tenant compte des autres catégories de DE, le nombre d'inscrits en catégorie ABC⁽¹⁾⁽²⁾⁽³⁾ s'établissait en moyenne à 48 880 personnes en Vendée au 4^{ème} trimestre 2024, en hausse de +2,0% sur un trimestre et de +2,9% sur un an.

Nombre de demandeurs d'emploi et évolution mensuelle en Vendée



(1) Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans aucune activité réduite ;

(2) Cat. B : DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;

(3) Cat. C : DE tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois).

Conjoncture nationale

Février 2025 - Si le climat des affaires s'améliore très légèrement ... celui de l'emploi se dégrade par contre franchement

» En février 2025, l'indicateur synthétique du climat des affaires en France s'est légèrement amélioré en gagnant 1 point comparé au mois précédent pour s'établir à 96. Il demeure néanmoins assez nettement en dessous de sa moyenne de longue période (100). Dans le détail par secteur d'activité, l'indicateur a progressé de 2 points dans les services (à 98) et de 1 point dans l'industrie (à 97). Pour les autres secteurs, il est demeuré stable dans le commerce de détail (à 97) mais s'est replié d'1 point dans le bâtiment (à 98).

» Le climat de l'emploi a, pour sa part, enregistré une franche dégradation en cédant 4 points (à 96) comparé au mois de janvier. Cette dégradation prolonge, certes de manière très brusque, une tendance à l'œuvre depuis 2 ans (en janvier 2023, l'indicateur du climat de l'emploi culminait à 113) ; tendance concomitante à la dégradation progressive de la dynamique de l'activité économique dans notre pays. En février, cet indicateur atteint ainsi son plus bas niveau depuis mars 2015 et traduit particulièrement les inquiétudes sur les évolutions des effectifs pour les mois à venir dans le secteur des services.

» En février, la confiance des ménages dans la situation économique se redresse de nouveau en gagnant 1 point (à 93) après +3 points en janvier (rappelons cependant que l'indicateur avait perdu 6 points entre septembre et décembre 2024). Malgré ce rebond sur les 2 derniers mois, l'indicateur de confiance des ménages reste encore nettement en dessous de sa moyenne de longue période. Si l'opinion des ménages quant à leur situation financière future s'améliore assez sensiblement, la prudence quant à leurs dépenses et investissements perdure comme en témoignent les tendances du solde d'opinion des ménages considérant qu'il est opportun de faire des achats importants (qui baisse de nouveau) et celui relatif à l'opportunité d'épargner qui s'affiche au plus haut depuis la création de cet indicateur en 1987.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS - sources : Insee, Eurostat & instituts statistiques nationaux					4 ^{ème} trimestre 2024
	FRANCE (comparé au trimestre précédent)	Allemagne	Italie	Espagne	
PIB	-0,1%	-0,2%	0,0%	+0,8%	
PIB en valeur (4 trim. glissants au T3 2024 - prix courants)	2 911 milliards d'€	4 285 Mds €	2 240 Mds €	1 569 Mds €	
Investiss. des entreprises non financières	0,0%				
Consommation / Investiss. des ménages	+0,4% / -0,3%				

LÉGENDE :

tendances positives

tendances négatives

stabilité

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION - source : Insee			Février 2025
	Évolution mensuelle (comparé au mois précédent)	Évolution annuelle (comparé à il y a un an)	
Inflation - IPC (estimation provisoire)	0,0%	+0,8%	

CONSOMMATION des MÉNAGES EN BIENS - source : Insee		Janvier 2025
	Évolution mensuelle (comparé au mois précédent)	Évolution annuelle (janvier 2025 / janvier 2024)
TOTAL (100%)	-0,5%	+0,4%
dont Alimentaire hors tabac (32% du total)	+2,0%	+0,9%
dont Automobile / Matériel de transport (12%)	-6,4%	-0,9%
dont Équipement du logement (9%)	-2,0%	+2,1%
dont Textile - Cuir (9%)	-1,7%	-1,6%
dont Autres biens fabriqués (15%)	-0,3%	+1,6%
dont Énergie / Eau / Déchets (17%)	+0,2%	+1,1%

CHIFFRES D'AFFAIRES SECTORIELS / VOLUME DES VENTES* - source : Insee		Décembre 2024
	Évolution mensuelle (comparé au mois précédent)	Évolution annuelle (janvier-décembre 2024 / janvier-décembre 2023)
Chiffres d'affaires (CA*) Industrie manufacturière	+0,2%	-0,6%
CA Construction	+0,4%	-0,6%
CA Commerce de détail (hors automobile et moto)	-0,6%	+1,9%
CA Hébergement - Restauration	-0,2%	+2,5%
CA Activités de soutien aux entreprises	-0,8%	+3,2%

* les Chiffres d'Affaires traduisent des niveaux d'activité en volumes courants (cvs-cjo) et ne sont pas corrigés de l'inflation

Indicateurs internationaux et matières premières

		Valeurs au 27/02/2025	Évolution mensuelle (comparé au mois précédent)	Évolution annuelle (// même date de l'année précédente)
Cours de l'euro (vs \$)		1,039 \$	-1%	-4%
Cours de l'or (l'once)		2 877 \$	+5%	+42%
Cours du pétrole - London Brent		73,88 \$ / baril	-4%	-11%
Métaux non-ferreux	Aluminium (LME)	2 354 \$ / t.	+9%	+29%
	Cuivre (LME)	9 365 \$ / t.	+4%	+12%
Matières agricoles	Blé (Chicago)	5,70 cts/boisseau	+3%	-4%
	Soja (Chicago)	10,25 cts/boisseau	-2,0%	-10%